**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC D'ANTOINE-LABELLE
COMITÉ ADMINISTRATIF**

Procès-verbal du comité administratif de la MRC d'Antoine-Labelle, tenu à la salle des Préfets, édifice Émile-Lauzon, 405, rue du Pont à Mont-Laurier, le 8 juin 2023 à 13 h 30, la séance ordinaire ayant été convoquée selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

Sont présents et forment le quorum requis :

M. Daniel Bourdon, préfet
M. Normand St-Amour, préfet suppléant
Mme Colette Quevillon, membre
M. Pierre Flamand, membre
M. Denis Lacasse, membre
M. Yves Bélanger, membre

Me Mylène Mayer, secrétaire-trésorière directrice générale, et Mme Karine Labelle, adjointe administrative à la direction générale, sont également présentes.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le préfet, M. Daniel Bourdon, ouvre la séance à 14 h 07.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16576-06-23

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉE

AGENDA DES RÉUNIONS ET DES PROCHAINES SÉANCES

Les membres du Comité administratif prennent connaissance des prochaines rencontres prévues à l'agenda pour les mois de juin et juillet 2023.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16577-06-23

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU 10 MAI 2023**

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 10 mai 2023 tel que rédigé.

ADOPTÉE

SERVICES FINANCIERS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16578-06-23

REGISTRES DE CHÈQUES GÉNÉRAL ET DES SALAIRES - MAI 2023

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt les registres de chèques suivants :

- le registre de chèques général, portant les numéros 60767 à 60766, totalisant 1 423 351.71 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023. Le chèque numéro 60766 est manquant puisqu'il a été utilisé pour des talons multiples;
- le registre de chèques des salaires, portant les numéros 521687 à 521705 (élus), le numéro 112317 (élus), les numéros 521636 à 521686 (employés), et les numéros 521706 à 521757 (employés), totalisant 165 752.91 \$, dont 165 498.09 \$ en dépôts bancaires et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16579-06-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS - MAI 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre des prélèvements, portant les numéros 265 à 271, totalisant 108 805 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16580-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES FIDUCIE - MAI 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques Fiducie, portant les numéros 753 à 762, totalisant 72 992.01 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16581-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES DE LA COUR MUNICIPALE - MAI 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques de la Cour municipale, portant les numéros 1578 à 1607, totalisant 212 659.14 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023. La séquence de numéros de chèques 1585 à 1588 a été annulée.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16582-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TPI - MAI 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TPI, portant les numéros 1461 à 1462, totalisant 1 194.73 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16583-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES DE PARCS RÉGIONAUX - MAI 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des Parcs régionaux, portant le numéro 27, au montant de 20 038.00 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16584-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES DU FONDS DE GESTION DES BAUX DE VILLÉGIATURE - MAI 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques du Fonds de gestion des baux de villégiature, portant les numéros 541 à 543, totalisant 1 853.12 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16585-06-23

COMPTES À RECEVOIR DE 60 JOURS ET PLUS

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé, sujet à vérification, l'état des comptes à recevoir de 60 jours et plus, totalisant des soldes impayés de 302 840.10 \$, incluant les intérêts, au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RAPPORT DU PRÉFET

Le préfet, M. Daniel Bourdon, mentionne que ses dernières activités et rencontres ont porté notamment sur :

- Rencontre avec la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, le 11 mai avec le *comité forêt* de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) quant au régime forestier : demande au gouvernement afin de trouver une date de travail pour revoir le régime forestier / UMQ a déposé 6 priorités;
- Assemblée des MRC | 31 mai & 1^{er} juin 2023
- Panel de foresterie à Lévis
- Comité forêt à Alma de l'UMQ
- Rencontre avec le CISSS des Laurentides (Mme Rosemonde Landry) ainsi que les maires et mairesses de la Rouge | 6 juin 2023

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La directrice générale informe les membres du Comité administratif des activités de la direction générale depuis la dernière séance, à savoir :

Administration générale :

- Vente pour non-paiement de taxes | 11 mai 2023
- Lac-à-l'épaulé | 16-17 mai 2023

- Rencontre – Enjeu Programme RénoRégion | 17 mai 2023
- Rencontre quant à l'Édifice Émile-Lauzon avec la firme Rossman | 1^{er} juin 2023
- Rencontre avec CLD FLI FLS | 7 juin 2023
- Rencontre de travail du comité chargé de la rédaction du plan de continuité et de rétablissement des affaires de la MRC | 30 mai 2023
- Échange avec Mme Céline Perrier, directrice du TACAL | 5 juin 2023

IHV :

- Rencontre | RCGT CTAL et MRC – Finalisation des discussions rôles et responsabilités | 24 mai 2023
- Échanges avec Luc Diotte, Mélie Lauzon et Caroline Richer sur facturation CTAL | 25 mai 2023
- Demande des rapports d'ingénierie et libération Télécon
- Rencontre Ministère du conseil exécutif | Enjeu contournement 117 | 29 mai 2023
- Rencontre Me Turcotte de Caïn Lamarre et Nicolas Plante de Raymond Chabot pour mise à jour des ententes CTAL suivant mandat redevances | 2 juin 2023
- Versements des retenues et mise à jour du plan financier
- Exercice de validation paiement CTAL (en cours)

Incendie et sécurité civile :

- Feux de forêts TNO : Communications, rencontre des responsables de mission | 2 au 7 juin 2023

Ressources humaines :

- Sélection de CV et entrevues – Poste étudiant d'adjointe administrative réceptionniste | 2 & 6 juin 2023
- Entrée en fonction d'Anne Carrier, chargée de projet à l'environnement
- Comité de gestion | 6 juin 2023
- Comité relations de travail | 7 juin 2023
- Médial mise en place comité SST
- Rencontre adjointes projet pilote | 7 juin 2023

Développement culturel et jeunesse :

- Rencontre agente pour 1^{er} dépôt des documents de la révision de la politique au conseil de juin

Patrimoine immobilier :

- Rencontre suivi projet Caractérisation du territoire | 31 mai 2023

Parc linéaire :

- Rencontres démarrage et suivi projet de remplacement tabliers de ponts | 12-31 mai, 5 juin 2023
- Fin de saison motoneige | 15 mai 2023
- Suivi inspection printanière | 19 mai 2023
- CA de la Corporation PTDN | 26 mai 2023
- Publication appel d'offres pour projet de remplacement de ponceaux

Gare de Mont-Laurier :

- Plusieurs problématiques d'itinérances, nécessite surveillance constante et interventions
- Installations sanitaires mises en place | mi-mai 2023

Fonds régions et ruralité (FRR)

Volet 1 (Soutien au rayonnement des régions)

- Rencontre du comité technique FRR, volet 1 - Laurentides | 25 mai 2023

Volet 3 (Signature innovation)

- Échanges avec Mmes Hélène Philion et Isabelle Legault pour entrée en fonction chargée de projet PRMD
- Échanges Hélène Philion pour début des consultations
- Discussion poursuite du projet | 24 mai 2023
- Coordination rencontre du comité directeur le 19 juin 2023
- Rencontre Frédéric Houle CLD pour modification à l'accompagnement | 8 juin 2023

Volet 4 (Soutien à la vitalisation)

- Transmissions des lettres, ententes de partenariat et échanges pour addendas projets déjà autorisés
- Échange et transmission du projet TACAL au volet exceptionnel et début des analyses des projets au MAMH | 6 juin 2023
- Coordination et préparation de la rencontre du 5 juillet 2023

Aménagement du territoire :

- Rencontre - Plan de développement du territoire public des Laurentides - section récréotourisme, MERN | 1^{er} juin 2023
- Déploiement et actions feux de forêts (voir aménagement) | Suivis et rencontres 4 juin, 5 juin et 7 juin 2023

PIIRL :

- Rencontre PIIRL | 30 mai 2023
- Rencontre MTMD quant au PIIRL | 31 mai 2023
- Rencontre Maxxum | 2 juin 2023
- Rencontre avec Maxxum et FQM | 5 juin 2023

Autres :

- Rencontre STDG | 18 mai 2023
- Séance de travail et séance du Conseil de la MRCAL | 23 mai 2023
- Rencontre – Spécial | Alliance pour la solidarité | 24 mai 2023
- Rencontre MRC – CDCHL – Développement social Antoine-Labelle et orientation enveloppe PAGIEPS | 6 juin 2023
- Rencontre des organismes par le Conseil de la MRC | 8 juin 2023
- Rencontre comité jeunesse et élus | 8 juin 2023

CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

PROVENANCE

ÉEQ

Mun. de Chute-Saint-Philippe

MTESS

MAMH

SUJET

Entente – Cadre portant sur la collecte sélective sur notre territoire

Résolution no. 12398-2023 | Demande d'appui de la MRC de Matawinie – Location court terme sur bail de villégiature

Invitation à participer à la consultation publique pour le quatrième plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Explications relatives au calcul et au versement de la quote-part pour le

MIFI	programme Partage de la croissance d'un point de la taxe de vente du Québec (TVQ) Annonce du gouvernement du Québec pour favoriser une immigration
MTMD	Aide financière Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)
Mun. Ferme-Neuve	Résolution no. 2023-05-599 Entente de fourniture de services d'un coordonnateur en sécurité incendie avec la MRC
MSP	Correspondance Transmission d'un montant de 6 500 \$ – Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel – Volet 1
MTMD Ville de Blainville	PIIRL Demande de suspension Remerciements Résolution du comité administratif de la MRCAL dans laquelle la MRCAL appuie la candidature de la Ville de Blainville pour l'obtention de la Finale des Jeux du Québec à l'hiver 2026
RIDL	Lettre transmise au MELCCFP Nouvelles exigences réglementaires aux fournisseurs de services en matière de récupération et de valorisation de certains produits

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16586-06-23

RAPPORT SUR L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS NUMÉRO 359 ET 482

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter le rapport sur l'application des règlements numéro 359 et 482 couvrant la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16587-06-23

RÉACTION FACE AUX MODIFICATIONS DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE LA FORMATION DES POMPIERS ET DEMANDE AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE RÉTABLISSEMENT DU FINANCEMENT

ATTENDU le programme d'aide financière pour la formation des pompiers et pompières, disponible depuis 2014;

ATTENDU le besoin en formation grandissant pour nos pompiers et pompières et considérant les enjeux et la pénurie de main-d'œuvre dans le domaine de l'incendie;

ATTENDU les modifications au programme d'aide financière pour l'année 2023-2024;

ATTENDU que la bonification selon l'indice de vitalité économique des municipalités (IVE) du montant admissible par candidat en Volet 3 pour les formations spécialisées a apporté des bonifications financières afin de mieux soutenir financièrement les municipalités dévitalisées quant aux sommes accordées aux MRC par pompier formé;

ATTENDU cependant que la diminution de l'enveloppe disponible pour le Volet 3 pour chacune des MRC, passant de 25 000 \$ à 10 000 \$ annuellement;

ATTENDU que la bonification selon l'IVE et la diminution de l'enveloppe au volet 3 vont entraîner comme répercussion le fait que la MRC formera moins de pompiers malgré la bonification pour les municipalités dévitalisées;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité de demander au ministère de la Sécurité publique (MSP) de rétablir les montants annuels disponibles au Volet 3 du programme de formation des pompiers pour les autorités régionales de manière à maintenir minimalement le même niveau de formation que les années antérieures et de ne pas prendre de retard dans les échéanciers des programmes de formation des services de sécurité incendie en lien avec le schéma de couverture de risque en sécurité incendie des MRC.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16588-06-23

SUIVI DU MANDAT ADM-23-2022 POUR DES SERVICES D'ARCHITECTURE POUR DES TRAVAUX À L'ÉDIFICE ÉMILE-LAUZON

ATTENDU le 21 juin 2022, la MRC a octroyé à la firme Rossmann Architecture inc. le contrat ADM-23-2022 pour des services d'architecture pour des travaux à l'édifice Émile-Lauzon;

ATTENDU que la MRC estime que la firme est en défaut de respecter ses obligations contractuelles;

ATTENDU que les articles 2.5 et 2.6 du contrat prévoient que la MRC peut aviser par écrit la firme de tout cas de défaut et qu'elle peut prescrire les mesures de correction qui doivent être prises et qu'à défaut de ce faire, la MRC peut résilier le contrat sans autre avis;

ATTENDU que la MRC a avisé la firme de ses défauts contractuels au moyen d'une mise en demeure transmise le 26 mai 2023, par laquelle elle a demandé à la firme de se conformer à ses obligations à présenter un plan de redressement, un échéancier révisé ainsi qu'à participer à une rencontre;

ATTENDU que la teneur des discussions avec la firme ainsi que le plan de redressement et l'échéancier révisé présentés le 1er juin 2023 ne permettent pas de conclure que les mesures exposées corrigeront la situation de manière à ce que la MRC reçoive des services de la qualité à laquelle elle est en droit de s'attendre;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité de recommander au conseil de la MRC de résilier le contrat ADM-23-2022 octroyé à la firme Rossmann Architecture inc. pour des services d'architecture pour des travaux à l'édifice Émile-Lauzon.

Il est de plus résolu de mandater la directrice des services juridiques, du greffe et de l'approvisionnement d'aviser Rossmann Architecture inc. de la suspension de l'exécution des services jusqu'au 23 juin 2023, afin que le conseil puisse décider de la poursuite ou de la résiliation du contrat.

Il est de plus résolu de mandater la directrice des services juridiques, du greffe et de l'approvisionnement de requérir le transfert de tous les documents relatifs au projet détenus par Rossmann Architecture inc.

ADOPTÉE

SUIVI DU DOSSIER DE LA MAISON DU PACIFIQUE

ATTENDU la résolution MRC-CA-16053-03-22 quant à la résiliation de la permission d'occupation de la Maison du Pacifique convenue entre la MRC d'Antoine-Labelle et l'électricien Gaétan Bouchard Inc.;

ATTENDU que plusieurs échanges ont été tenus entre le locataire, la MRC, l'assureur et le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD);

ATTENDU que l'assureur a procédé à une inspection des lieux en 2022 et donnait jusqu'au printemps 2023 pour corriger les défaillances soulevées;

ATTENDU que le locataire a été informé des recommandations émises par l'assureur de la MRC quant aux correctifs à effectuer à la Maison du Pacifique;

ATTENDU que le locataire devait effectuer ces correctifs au plus tard le 12 mai 2023;

ATTENDU l'inspection faite par la MRC le 6 juin 2023, laquelle relève que les travaux recommandés par l'assureur n'ont pas été réalisés dans leur intégralité;

ATTENDU que lors de cette même inspection, il a été constaté que des modifications ont été apportées à l'immeuble sans que le locataire ait requis ni obtenu une autorisation de la part de la MRC et que par conséquent, ce dernier est en défaut de respecter ses engagements prévus à la permission d'occupation;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité de résilier la permission d'occupation de la Maison du Pacifique et de placarder le bâtiment afin d'éviter les intrusions dans ce dernier.

ADOPTÉE

ENJEUX IHV ET CONTOURNEMENT DE LA ROUTE 117

La directrice générale informe les membres du comité administratif d'un enjeu important concernant le projet d'élargissement de la route 117 entre Labelle et Rivière-Rouge. En effet, des modifications s'imposeront au réseau de la MRC. Les travaux envisagés par le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) impliqueront que la MRC apporte des changements à son réseau et cela engendra différents coûts (ingénierie, construction, matériaux, main-d'œuvre, etc.). Suivant les conventions actuelles, la MRC devra assumer les coûts estimés à près de 500 000 \$. Des discussions ont débuté afin d'exposer la volonté et l'objectif de la MRC dans ce dossier qui s'apparente à un organisme à but non lucratif. Une distinction est faite dans le traitement apporté par le MTMD entre un organisme à but non lucratif (OBNL) et une entreprise privée dans ses protocoles.

Le point sera traité lors de la séance du Conseil de la MRC du 21 juin 2023.

STRATÉGIE COLLECTIVE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les membres du comité administratif prennent connaissance de la demande d'appui dans le cadre de la stratégie collective de développement industriel. Ceux-ci décident de transmettre la demande au CLD d'Antoine-Labelle afin d'avoir leur avis sur cette demande. Ce point sera traité à une prochaine séance.

**DEMANDE D'APPUI DE LA MRC LES MOULINS QUANT À LA
DEMANDE DE CRÉATION D'UNE NORME APPROPRIÉE POUR LA
DISPOSITION DES LINGETTES JETABLES**

ATTENDU la demande d'appui reçue de la MRC Les Moulins quant à la demande de création d'une norme appropriée pour la disposition des lingettes jetables, aux termes de la résolution 14 419-04-23;

ATTENDU que l'organisation *Les Amis de la Terre*, en 2019, a déposé une plainte auprès du Bureau de la concurrence du Canada afin de contester l'utilisation de la désignation « jetable dans les toilettes » par les fabricants d'une vingtaine de marques de lingettes hygiéniques;

ATTENDU que la plainte se base sur une étude de l'Université du Toronto métropolitain qui soulignait que 23 sortes de lingettes étiquetées comme « jetables dans les toilettes » ne l'étaient pas en réalité;

ATTENDU que le Bureau de la concurrence du Canada est responsable de l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* et que selon cette dernière, un fournisseur ne peut apposer sur un produit préemballé un étiquetage contenant de l'information fausse ou trompeuse se rapportant au produit – ou pouvant raisonnablement donner cette impression -, ni vendre, importer ou annoncer un produit préemballé ainsi étiqueté;

ATTENDU qu'en février 2022, le Bureau de la concurrence informait *Les Amis de la Terre* qu'il mettait fin à son enquête expliquant qu'elle ne savait pas ce que signifiait exactement « jeter à la toilette »;

ATTENDU que la présence de lingette jetable dans les réseaux d'égouts des municipalités du Canada est un problème reconnu;

ATTENDU que d'autres législations ont entrepris de codifier la certification certifiant le réel potentiel de désintégration des lingettes jetables dans les réseaux d'égout et ont choisi d'empêcher l'utilisation de la désignation « jetable dans les toilettes » d'ici cette codification complétée;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'appuyer la MRC Les Moulins dans sa demande au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, l'honorable François-Philippe Champagne, une révision de la décision du Bureau de la concurrence du Canada afin que, conformément à la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* dont il est responsable, la désignation « jetable dans les toilettes » soit réservée à des produits pour lesquels le potentiel de désintégration dans les égouts est confirmée.

Il est de plus résolu d'appuyer la demande de moratoire pour le Canada, de la MRC Les Moulins, sur l'appellation « jetable dans les toilettes » tant et aussi longtemps qu'une norme appropriée ne soit créée, afin de garantir la véracité et la validité du potentiel de dégradation dans les égouts dans le but d'éradiquer l'impact de cette pratique sur les infrastructures d'assainissement des eaux usées.

ADOPTÉE

**DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DE ROUVILLE QUANT À LA
DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'ÉLIMINER LES
RETRAITS MINIMUMS OBLIGATOIRES ANNUELS RÉGISSANT LES
FONDS ENREGISTRÉS DE REVENU DE RETRAITE (FERR)**

ATTENDU la demande d'appui de la MRC de Rouville quant à la demande au gouvernement fédéral d'éliminer les retraits minimums obligatoires annuels régissant les fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), aux termes de la résolution 23-05-123;

ATTENDU l'article publié le 18 avril 2023 sur la plateforme « conseiller.ca » par M. Rudy Mezzetta intitulé « FEER : retraits minimums obligatoires »;

ATTENDU que les règles actuelles qui obligent les personnes retraitées à retirer leurs Fonds enregistrés de revenu de retrait (FERR) selon un calendrier établi en fonction de l'âge les exposent ainsi au risque d'épuiser leur épargne de leur vivant;

ATTENDU que les FERR ne tiennent pas compte de l'allongement de la durée de vie et des faibles taux de rendement réels associés à des placements plus sûrs et appropriés pour les portefeuilles des aînés;

ATTENDU que, pour le gouvernement fédéral, l'élimination des retraits minimaux obligatoires des FERR ne représenterait qu'un report d'imposition, et non une élimination de celle-ci;

ATTENDU que le gouvernement fédéral devrait, selon l'Institut C.D. Howe dans son rapport *Live Long and Prosper? Mandatory RRIF Drawdowns Raise the Risk of Outliving Tax-Deferred Saving Longer* paru en avril 2023, envisager d'éliminer les retraits minimums obligatoires annuels régissant les FERR;

ATTENDU que le ministère des Finances entreprend actuellement une étude sur les FERR afin de déterminer « si les hypothèses sous-jacentes concernant les taux de rendement, l'inflation et la longévité sont toujours appropriées » et qu'il présentera ses conclusions à la Chambre des communes en juin;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité de demander au gouvernement fédéral, dans son étude actuelle sur les FERR, d'évaluer la possibilité d'éliminer les retraits minimaux obligatoires afin de tenir compte de l'allongement de la durée de vie et des faibles taux de rendement réels associés à des placements plus sûrs et appropriés pour les portefeuilles des aînés;

Il est de plus résolu de transmettre cette résolution à la vice-première ministre et ministre des Finances, l'Honorable Chrystia Freeland, à la députée de Shefford, Mme Andréanne Larouche, au député de Beloeil-Chambly, M. Yves François Blanchet ainsi qu'aux MRC du Québec pour appui, lesquelles pourraient également inviter les municipalités locales de leur territoire à appuyer la présente résolution.

ADOPTÉE

**DEMANDE DE MODIFICATION À LA CONNEXION INTERNET DE
LA MRC D'ANTOINE-LABELLE ET DES MUNICIPALITÉS DU
TERRITOIRE**

ATTENDU qu'en 2006, la MRC et les municipalités locales du territoire ont conclu une Convention entre les propriétaires d'un réseau global de fibres optiques et une Entente intermunicipale pour la fourniture des services d'Internet et la gestion de la sécurité pour l'utilisation de la Fibre optique afin, notamment, de fournir des services Internet aux parties;

ATTENDU que les services de connexion Internet actuels ne sont plus suffisants pour répondre aux besoins communs et que la vitesse de connexion doit maintenant être augmentée;

ATTENDU que la MRC a demandé des offres auprès de trois fournisseurs pour des services de fibre dédiée;

ATTENDU que l'offre la plus avantageuse est celle présentée par la Coopérative de solidarité de télécommunications d'Antoine-Labelle (CTAL) ;

ATTENDU qu'en résiliant son contrat de service Vidéotron, son fournisseur actuel, la MRC doit payer des frais de rupture de contrat de 2 832,02\$, avant les taxes ;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter l'offre de la Coopérative de solidarité de télécommunications d'Antoine-Labelle (CTAL) et de conclure avec elle un contrat de service à durée indéterminée pour la fourniture d'une connexion Internet de 400Mb/s / 400Mb/s, à un tarif de 230\$ par mois avant les taxes et d'autoriser le préfet et à directrice générale à signer les documents requis, pour et au nom de la MRC.

Il est de plus résolu d'autoriser les services financiers à effectuer les paiements requis et à facturer les municipalités locales conformément aux dispositions de l'Entente intermunicipale pour la fourniture des services d'Internet et la gestion de la sécurité pour l'utilisation de la Fibre optique.

Il est de plus résolu d'autoriser les services financiers à effectuer le paiement maximum de 2 832,02 \$, avant les taxes quant à la résiliation de service auprès de Vidéotron.

ADOPTÉE

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Guy Quevillon, directeur du service de l'évaluation foncière, est présent et informe les membres des derniers travaux quant à l'organisation du service, aux activités particulières, la mise à jour des rôles et revisite, la réforme du cadastre, les demandes de révision et appel au T.A.Q et l'équilibrage des rôles 2024-2025-2026

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Aucune correspondance n'a été reçue.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16593-06-23

**DÉLAI POUR REPORTER LE DÉPÔT DE CERTAINS RÔLES
D'ÉVALUATION FONCIÈRE**

ATTENDU l'arrivée de 2 nouveaux techniciens au service de l'évaluation foncière;

ATTENDU l'augmentation du nombre de demandes de révision;

ATTENDU l'analyse particulière pour les campings (infrastructures permanentes)

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter la demande du service de l'évaluation foncière de reporter, au plus tard le 1^{er} novembre 2023, la date limite de dépôt des rôles d'évaluation des municipalités suivantes :

- Nomingue (79030)
- Notre-Dame-du-Laus (79005)
- L'Ascension (79050)

Il est de plus résolu de transmettre cette résolution au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16594-06-23

**DEMANDE POUR REPORTER LA DATE LIMITE DE RÉPONSE DE
L'ÉVALUATEUR**

ATTENDU l'arrivée de 2 nouveaux techniciens au service de l'évaluation foncière

ATTENDU l'augmentation du nombre de demandes de révision;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'accepter la demande du service de l'évaluation foncière de reporter, au plus tard le 1^{er} novembre 2023, la date limite de réponse de l'évaluateur pour les municipalités suivantes, le tout tel que permis à l'article 138.3 de la *Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1)* :

- Notre-Dame-de-Pontmain
- Rivière-Rouge
- La Macaza
- Lac-Saguay
- Ferme-Neuve
- Lac-Saint-Paul
- Sainte-Anne-du-Lac
- Territoires non organisés (TNO) de la MRC d'Antoine-Labelle

Il est de plus résolu de transmettre cette résolution au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi qu'au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

ADOPTÉE

**DEMANDE DE LA MRC DES LAURENTIDES POUR SOUTIEN EN
MATIÈRE DE TECHNICIENS EN INSPECTION COMMERCIALE ET
INTENTION DE LA MRC**

ATTENDU les enjeux de la MRC des Laurentides relativement à leurs inspections commerciales;

ATTENDU que la MRC d'Antoine-Labelle (MRCAL) dispose de ressources et de l'expertise pouvant soutenir la MRC des Laurentides dans leur problématique temporaire et la demande adressée par cette dernière à la MRCAL;

ATTENDU que la MRCAL dispose de deux inspecteurs séniors disposant plusieurs années d'expérience à titre d'inspecteurs en évaluation commerciale;

ATTENDU que la MRCAL dispose également de deux inspecteurs ayant complété une formation à titre de techniciens en évaluation foncière et possédant donc des connaissances pour réaliser les mandats demandés par la MRC des Laurentides;

ATTENDU qu'il s'agit d'une situation temporaire permettant aux inspecteurs en évaluations foncières possédant soit l'expérience et/ou les connaissances requises de maintenir leurs expertises à jour et des opportunités de développer leurs habiletés dans des dossiers commerciaux;

ATTENDU l'intérêt des employés visés suivant les échanges avec la direction du service de l'évaluation foncière de la MRCAL;

ATTENDU que la MRCAL proposera un projet d'entente à la MRC des Laurentides permettant le retrait de la MRCAL advenant toute problématique quant au déroulement des mandats de la MRC ou changement quant à la situation de ses ressources humaines pouvant être soulevé par l'employeur, par les employés ou le syndicat;

ATTENDU que M. Fabrice Bélanger est actuellement à l'emploi de la MRCAL à titre de technicien en évaluation foncière, classe IIM* et qu'il y a lieu de prévoir une reclassification pour M. Fabrice Bélanger afin de lui permettre d'être rémunéré quant aux heures réalisées à l'intérieur de ce mandat, selon le taux d'un technicien en évaluation foncière classe III lorsqu'il réalisera des heures dans le cadre du mandat de soutien à la MRC des Laurentides;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt la lettre d'entente # 2023-03 quant à la demande d'ajout des techniciens, classe IV, à l'article 10.12 de la convention collective et reclassification temporaire de M. Fabrice Bélanger et d'en recommander son adoption au Conseil de la MRC en autorisant le préfet et la directrice générale à signer, pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, ladite lettre d'entente.

Il est de plus résolu d'accepter pour dépôt le projet d'entente de fourniture de services professionnels en évaluation foncière à être conclue entre la MRC des Laurentides et la MRC d'Antoine-Labelle, lequel sera modifié en prévision du conseil de la MRC du 21 juin 2023 afin de prévoir les taux requis et de recommander au Conseil de la MRC d'autorisant le préfet et la directrice générale à signer, pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, ladite entente.

ADOPTÉE

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Jocelyn Campeau, directeur du service de l'aménagement du territoire, est présent. Au cours du dernier mois, les principales activités du service de l'aménagement du territoire ont porté sur :

Calendrier des rencontres

- Présentation des résultats de la consultation touristique du CLD | 11 mai
- Atelier participatif sur le développement harmonieux de l'activité minière | 15 mai
- Rencontre démarrage projet Canards Illimités | 15 mai
- Lac-à-l'épaule | 16-17 mai
- Comité de suivi - projet VMTAP | 17 mai
- Rencontre STDG | 18 mai
- Table de suivi MRNF | 23 mai
- Comité négo-entente SDRK | 25 mai
- Communauté forestière FQM - stratégie forestière | 25 et 26 mai
- Plan de continuité MRC | 30 mai
- Rencontre PIIRL | 30 mai
- Suivi terrain infraction parc linéaire | 30 mai
- Plan de développement du territoire public des Laurentides – MRNF | 1^{er} juin
- Formation UMQ – développement minier | 1^{er} juin
- Préparation travaux cours d'eau Deschambault | 1^{er} juin
- Rencontre AARQ-zone MLLL | 2 juin
- Suivi situation feux de forêts TNO | 5-7 juin
- Comité consultatif agricole | 5 juin
- Comité de gestion | 6 juin
- Rencontre de service | 8 juin

Aménagement du territoire

- PDZA : dépôt du plan d'action révisé et de la proposition de vision
- PACC : projet de plan de mesures préliminaires et projet de mise en commun de mesures 4 MRC
- SADR – Périmètres urbains | rencontres LSP et NDJ
- OGAT – lecture et préparation rencontre MAMH 20 juin
- Cours d'eau
 - o Arrivée d'Anne Carrier
 - o Rencontre avec Kiamika pour travaux cours d'eau Deschambault (septembre 2023)
 - o Préparation projet d'entente travaux NOM-RR
 - o Infraction Lac des Écorces : propriétés voisines avisées des travaux à venir, rapport préparé par AJ Environnement suivra en juillet
- Sablières :
 - o Restauration Lac-Douaire : contrat octroyé, travaux à l'automne
 - o Restauration Lac-Boyd : reboisement prévu en juin
- Parc linéaire :
 - o Transferts de permissions et nouvelles demandes

Gestion (ententes et conventions)

Baux de villégiature | sable et gravier

TPI | Territoire public intramunicipal

numéro 134-77 de la Ville de Mont-Laurier, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16597-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA VILLE DE MONT-LAURIER : RÈGLEMENT # 135-10

ATTENDU que la Ville de Mont-Laurier a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 135-10 modifiant son règlement numéro 135 relatif au lotissement;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 135-10 de la Ville de Mont-Laurier, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16598-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION : RÈGLEMENT # 2023-547

ATTENDU que la municipalité de L'Ascension a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 2023-547 modifiant son règlement numéro 2000-349 relatif au lotissement;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 2023-547 de la municipalité de L'Ascension, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16599-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE CHUTE-SAINT-PHILIPPE : RÈGLEMENT # 313-2023

ATTENDU que la municipalité de Chute-Saint-Philippe a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 313-2023 modifiant son règlement numéro 137 relatif aux divers permis et certificats;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 313-2023 de la municipalité de Chute-Saint-Philippe, en regard des

objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16600-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE CHUTE-SAINT-PHILIPPE : RÈGLEMENT # 314-2023

ATTENDU que la municipalité de Chute-Saint-Philippe a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 314-2023 modifiant son règlement numéro 138 relatif aux conditions d'émission des permis de construction;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 314-2023 de la municipalité de Chute-Saint-Philippe, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16601-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE CHUTE-SAINT-PHILIPPE : RÈGLEMENT # 317-2023

ATTENDU que la municipalité de Chute-Saint-Philippe a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 317-2023 modifiant son règlement numéro 141 relatif à la construction;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 317-2023 de la municipalité de Chute-Saint-Philippe, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16602-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE CHUTE-SAINT-PHILIPPE : RÈGLEMENT # 318-2023

ATTENDU que la municipalité de Chute-Saint-Philippe a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 318-2023 relatif à la démolition d'immeubles;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement

numéro 318-2023 de la municipalité de Chute-Saint-Philippe, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16603-06-23

AVIS DE CONFORMITÉ À UN PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMO) DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES : RÉSOLUTION #2023-04-8370

ATTENDU que la municipalité de Lac-des-Écorces a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité une résolution portant le numéro 2023-04-8370 à l'égard d'autoriser un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour la propriété sise aux lots 3 684 986, 6 411 755 et 6 194 819, cadastre du Québec, circonscription foncière de Labelle;

ATTENDU que le projet soumis a pour objectif de permettre les éléments suivantes :

- L'installation de deux abris de type « temporaire » de 20 pieds par 40 pieds et de 50 pieds par 100 pieds et d'une hauteur maximale de 20 pieds sur les lots 6 411 755 et 6 194 819, sous réserve de fournir un document officiel attestant l'implantation des deux abris de type « temporaire » ;
- Le dépassement de la hauteur de la clôture au niveau de l'entreposage extérieur d'un maximum de 12 pieds ;
- L'entreposage extérieur dans les marges de recul prévues au règlement de zonage de la municipalité sur les lots 6 411 755 et 6 194 819 ;
- L'étalage extérieur de façon permanente en façade du commerce ;
- L'entreposage des stocks entreposés à l'extérieur sans écran visuel sur les lots 6 411 755 et 6 194 819.

ATTENDU que le service de l'aménagement du territoire, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble immeuble de la municipalité de Lac-des-Écorces pour la propriété sise aux lots 3 684 986, 6 411 755 et 6 194 819, cadastre du Québec, circonscription foncière de Labelle, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositifs de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16604-06-23

DEMANDE D'OCCUPATION DE L'EMPRISE DU PARC LINÉAIRE « LE P'TIT TRAIN DU NORD » PAR LA MUNICIPALITÉ DE NOMININGUE POUR LE LOT 6 536 297, CADASTRE DU QUÉBEC, CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE LABELLE, SITUÉ À NOMININGUE

ATTENDU le dépôt d'une demande d'occupation pour l'emprise du Parc linéaire « Le P'tit Train du Nord » déposée par la municipalité de Nominuingue, en date du 6 mars 2023;

ATTENDU que cette demande vise l'aménagement d'un accès et d'une ligne électrique souterraine pour le lot 5 734 863, cadastre du Québec, circonscription foncière de Labelle, située à Nomingue;

ATTENDU que la Corporation du parc linéaire « Le P'tit Train du Nord » est l'organisme responsable de la gestion du parc et, qu'à cet effet, la MRC l'a consultée pour obtenir son avis sur la présente demande;

ATTENDU que la Corporation du parc linéaire « Le P'tit Train du Nord » a formulé un avis favorable à la demande sous réserve que la municipalité respecte une série de conditions visant à assurer la sécurité des usagers et l'intégrité du parc linéaire;

ATTENDU que le ministère des Transports du Québec est signataire des permissions d'occupation à l'égard des constructions effectuées et opérées par une municipalité dans l'emprise du parc linéaire « Le P'tit Train du Nord »;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'autoriser et d'accepter la demande de la municipalité de Nomingue quant à l'aménagement d'un accès et d'une ligne électrique souterraine pour le lot 5 734 863, cadastre du Québec, circonscription foncière de Labelle, le tout conditionnellement au respect des conditions formulées par la Corporation du parc linéaire « Le P'tit Train du Nord » et ce qu'il y ait signature d'une entente entre la municipalité de Nomingue et le ministère des Transports du Québec.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16605-06-23

NOMINATION DES INSPECTEURS RÉGIONAUX DÉSIGNÉS À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT # 494 - SAISON 2023 | PARC RÉGIONAL DU RÉSERVOIR KIAMIKA

ATTENDU l'adoption du règlement # 494 encadrant la pratique des activités récréotouristiques sur le territoire des parcs régionaux de la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU que ce règlement est en vigueur suite à l'approbation du ministre de l'Énergie des Ressources naturelles et des Forêts le 16 février 2021;

ATTENDU que, conformément à l'article 36 dudit règlement la MRC doit nommer des inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité de nommer à titre d'inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement # 494, pour le Parc régional du réservoir Kiamika, et ce, jusqu'au 31 décembre 2023 : Julien Foisy Wiriot Mathieu Therrien, Marc Watson, Cédric Guite, Katia Trempe-Kay, Marie-Ève Beauchamp, Sébastien Lacroix, Victor Provost, Marilie Brière, Lucas Guité, Guillaume Samson, Élodie Grenier, Guy Bégin, Laurence Brière, Christiane Grenier, Pauline Bonnet, Mathieu Pilon, Maxim Brisebois, Robert Lambert et Marie-Claude Provost.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16606-06-23

**NOMINATION DES INSPECTEURS RÉGIONAUX DÉSIGNÉS À
L'APPLICATION DU RÈGLEMENT # 494 - SAISON 2023 | PARC
RÉGIONAL DU POISSON BLANC**

ATTENDU l'adoption du règlement # 494 encadrant la pratique des activités récréotouristiques sur le territoire des parcs régionaux de la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU que ce règlement est en vigueur suite à l'approbation du ministre de l'Énergie des Ressources naturelles et des Forêts le 16 février 2021;

ATTENDU que, conformément à l'article 36 dudit règlement la MRC doit nommer des inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité de nommer à titre d'inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement # 494, pour le parc régional du Poisson Blanc, et ce, jusqu'au 31 décembre 2023 : Caroline Lapointe, Xavier Proulx, Patrick Benoit, Gabrielle Cyr, Irvin Burl, Thomas Hallet, Félix Caron-Boudrias, Laurent Bouchard, Florence Farrier, Zachary Lefebvre, Carole Bondu, Danyan Cantin, Dominic Perron, Patricia Boivin, Maïka Nadon, Naomi Chauret, Sandrine Lapierre, Mia Larocque, Olivier Germain-Favreau, Alexandra Dostie, Geneviève Trothier, Marilou Pelletier, Hubert Trépanier et Jérémie Gravel.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16607-06-23

**NOMINATION DES INSPECTEURS RÉGIONAUX DÉSIGNÉS À
L'APPLICATION DU RÈGLEMENT # 494 - SAISON 2023 | PARC
RÉGIONAL DE LA MONTAGNE DU DIABLE**

ATTENDU l'adoption du règlement # 494 encadrant la pratique des activités récréotouristiques sur le territoire des parcs régionaux de la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU que ce règlement est en vigueur suite à l'approbation du ministre de l'Énergie des Ressources naturelles et des Forêts le 16 février 2021;

ATTENDU que, conformément à l'article 36 dudit règlement la MRC doit nommer des inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité de nommer à titre d'inspecteurs régionaux désignés à l'application du règlement # 494, pour le parc régional de la Montagne du Diable, et ce, jusqu'au 31 décembre 2023 : Isabelle Legault, Benoit Lachaine, Yanick Gauthier, Marie-Pier Villeneuve, Marie-Josée Prévost et Mathieu Parent.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16608-06-23

**DÉPÔT DU BILAN DES CONSTRUCTIONS DEPUIS L'ADOPTION DE
L'ARTICLE 59**

ATTENDU l'adoption des règlements 408 et 409 portant sur la modification du schéma d'aménagement révisé, lesquels visaient l'intégration des modalités d'application de la décision 373401 — Demande à portée collective — Art. 59 de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ);

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le bilan des constructions réalisées sur les

territoires des municipalités dans le cadre de la demande à portée collective pour l'année 2022-2023 lequel sera transmis à la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) tel que requis.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16609-06-23

OCTROI DE CONTRAT - PTDN-07-2023 POUR SERVICES D'INGÉNIERIE POUR LA RÉFECTION DU BELVÉDÈRE AUX RAPIDES DES ITALIENS

ATTENDU que la MRC procédera à la réfection du belvédère situé en bordure du parc linéaire le P'tit Train du Nord dans le secteur du rapide des Italiens à La Macaza;

ATTENDU qu'avant la réalisation des travaux des services d'ingénierie sont requis pour effectuer les relevés et concevoir les plans et devis;

ATTENDU l'offre reçue;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter l'offre no 23-068_Révision #1 présentée le 5 juin 2023 par la firme LH2 Services professionnels et de lui octroyer le contrat PTDN-07-2023 pour effectuer les relevés et concevoir les plans et devis pour la réfection du belvédère situé en bordure du parc linéaire le P'tit Train du Nord dans le secteur du rapide des Italiens à La Macaza, pour un montant estimé de 8 400 \$ avant les taxes.

Il est de plus résolu d'autoriser les services financiers à effectuer les paiements requis lorsque les travaux auront été exécutés à la satisfaction de la MRC.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16610-06-23

DEMANDE D'APPUI DE LA MUNICIPALITÉ DE NOMININGUE DANS LE CADRE DU PROJET D'INSTALLATION D'ABREUVOIRS ET DE BANCS DÉPOSÉ AU PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES POUR LES AÎNÉS (PRIMA)

ATTENDU que la municipalité de Nomingue souhaite installer des abreuvoirs et des bancs dans le parc Sem Lacaille;

ATTENDU que ce parc est à même l'emprise du P'tit Train du Nord;

ATTENDU que l'ajout de ces infrastructures facilitera l'accès aux installations récréatives et sportives aux personnes de 55 ans et plus;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité de confirmer l'appui de la MRC d'Antoine-Labelle à la municipalité de Nomingue pour son projet d'installation d'abreuvoirs et de bancs.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16611-06-23

TPI | AUTORISATION DE DÉPÔT POUR UN PROJET AU PROGRAMME DE RESTAURATION DES TRAVERSES DES COURS D'EAU

ATTENDU le dépôt d'un projet de restauration d'une traverse de cours d'eau à Lac-des-Écorces;

ATTENDU que le territoire concerné par lesdits projets est le territoire public intramunicipal délégué à la MRC d'Antoine-Labelle par une convention de gestion territoriale;

ATTENDU qu'il s'agit du projet visant la mise à niveau d'une traverse du crique des Aulnes qui a subi des dommages lors de la crue des eaux du printemps;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'autoriser le dépôt du projet de restauration des traverses des cours d'eau 2023-2024.

Il est de plus résolu d'autoriser M. Jocelyn Campeau, directeur du service de l'aménagement du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle, à signer pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, lesdites demandes de projet.

ADOPTÉE

SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Claude Dionne, directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles, est absent. Il présentera son rapport lors de la prochaine séance du comité administratif.

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

Aucune correspondance n'a été reçue.

ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16612-06-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TNO - MAI 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TNO, portant les numéros 9121 à 9140 totalisant 27 353.63 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16613-06-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS DES TNO - MAI 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le registre des prélèvements des TNO, portant les numéros 68 et 69, totalisant 4 345.38 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 mai 2023.

ADOPTÉE

**CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES
NON ORGANISÉS**

Aucune correspondance n'a été reçue.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16614-06-23

**AUTORISATION DE PAIEMENTS ET REFACTURATIONS POUR
L'INTERVENTION DE DÉVERSEMENT KM 52 CHEMIN DE PARENT**

ATTENDU l'intervention qui a eu lieu le 9 mars 2023 au KM 52 impliquant le renversement d'un camion de transport et de son chargement, entraînant le déversement de ses réservoirs de diesel et d'huile à moteur;

ATTENDU le risque de déversement d'huile contenu dans les transformateurs électriques transporté dans la remorque du véhicule qui s'est renversé entraînant des risques à la sécurité et à l'environnement relié au déversement de produit inflammable et toxique sur la route et dans le cours d'eau;

ATTENDU l'intervention des services de sécurité incendie de Mont-Saint-Michel et de Ferme-Neuve lors de cet accident afin d'endiguer le déversement et de sécuriser les lieux et le véhicule;

ATTENDU la transmission de 2 factures soit la facture # 583 de la municipalité de Ferme-Neuve au montant de 2 193.76 \$ et la facture # CRF2300034 de la municipalité de Mont-Saint-Michel au montant de 1 912.07 \$;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité de procéder au remboursement des factures d'intervention des deux services de sécurité incendie et de demander aux services financiers de transmettre une facture au propriétaire du camion impliqué dans l'accident pour le remboursement des frais encourus par la MRC d'Antoine-Labelle en y ajoutant des frais d'administration de 15% sur le montant payé par la MRC aux municipalités et que tout solde impayé sur cette facturation portera intérêt à raison de 15% par année ou 1 ¼% par mois à compter du 31^e jour suivant la transmission de la facturation par les services financiers.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16615-06-23

**DEMANDE DE CONTRIBUTION DE LA ZEC LESUEUR POUR
L'ENTRETIEN ESTIVAL DES ROUTES 10 ET 15 (RIVIÈRE
GATINEAU) | SAISON 2023**

ATTENDU la demande d'aide financière en date du 26 mai 2023 de la Zec Lesueur pour l'entretien des routes numéro 10 et 15, situées sur le territoire de la Zec Lesueur;

ATTENDU que ce secteur regroupe une quarantaine de baux de villégiature, lesquels sont administrés par la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU que la contribution de la MRC d'Antoine-Labelle représente un investissement dans la mise en valeur du territoire public, un des objectifs visés par la délégation de gestion des baux de villégiature;

ATTENDU qu'il s'agit d'une contribution annuelle demandée par la Zec Lesueur et que, de ce fait, aucun protocole d'entente n'est nécessaire à l'entretien de ce tronçon;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'autoriser les services financiers à verser à la Zec Lesueur un montant maximum de 2 500 \$ pour l'entretien des routes numéro 10 et 15, situées sur la Zec Lesueur, et ce, pour l'année 2023 sur présentation des factures et preuves d'exécution des travaux.

Il est de plus résolu d'autoriser le préfet et la direction générale à signer, pour et au nom de la MRC tout document relatif à cette demande.

ADOPTÉE

SERVICE DU PERSONNEL

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16616-06-23

EMBAUCHE D'UN TECHNICIEN EN ÉVALUATION FONCIÈRE, CLASSE IIM*, POSTE PERMANENT ET ABROGATION DE LA RÉSOLUTION MRC-CA-16574-05-23

ATTENDU la tenue du concours 23-EV-02 (amendé) pour le poste de technicien en évaluation foncière, poste permanent, à temps complet;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'embaucher M. Fabrice Bélanger afin de combler un poste permanent de technicien en évaluation foncière classe IIM*, à temps complet, à raison de 35 heures par semaine, à compter du 5 juin 2023, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

Il est de plus résolu d'abroger la résolution MRC-CA-16574-05-23.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16617-06-23

EMBAUCHE D'UNE ADJOINTE ADMINISTRATIVE RÉCEPTIONNISTE, CLASSE II, POSTE ÉTUDIANT

ATTENDU la tenue du concours 23-AD-04 pour le poste d'adjointe administrative réceptionniste, poste étudiant et les entrevues du 6 juin 2023;

ATTENDU la recommandation du Comité de sélection;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'embaucher Mme Alysson Fex-Lafrance afin de combler un poste étudiant d'adjointe administrative réceptionniste classe II, à temps complet ou à raison de 35 heures par semaine, pour une période approximative de 10 semaines, soit à compter du 26 juin 2023 jusqu'au 1^{er} septembre 2023 approximativement, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16618-06-23

DEMANDE DE RETOUR QUANT À LA MESURE IMPOSÉE À L'EMPLOYÉ # 13-0135 SUIVANT LA RÉSOLUTION MRC-CA-16019-01-22

ATTENDU la résolution MRC-CA-16019-01-22 quant à une mesure imposée à l'employé # 13-0135;

ATTENDU qu'en date du 8 juin 2023 un solde de 4 jours de suspension demeure à la mesure;

ATTENDU les discussions des membres du comité administratif;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité de recommander au Conseil de la MRC d'annuler les 4 jours de suspension sans solde restants à effectuer par l'employé # 13-0135.

ADOPTÉE

PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

Aucun contribuable ne se manifeste.

LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le préfet lève la séance. Il est 15 h 57.

Daniel Bourdon, préfet

Me Mylène Mayer, directrice générale et greffière-trésorière